

Débat sur la situation au Proche-Orient

Suite aux événements survenus ces derniers jours au Proche-Orient et à la décision du Conseil des ministres des Affaires étrangères de reprendre l'aide directe à l'Autorité palestinienne, les députés ont tenu à débattre de la situation. Le Président Hans-Gert Pöttering a exprimé le soutien du Parlement au gouvernement de crise mis en place par le président Mahmoud Abbas, puis les présidents des groupes politiques ont eu l'occasion de donner leurs différents points de vue.

Le Président Hans-Gert Pöttering a d'abord tenu à exprimer sa préoccupation et son inquiétude face aux *"événements terribles et aux développements dramatiques"* survenus ces derniers jours dans la Bande de Gaza. Il a rappelé la priorité qu'il accordait à la question, le Président s'étant rendu au Moyen-Orient pour son premier voyage hors de l'Union européenne. Il y a rencontré le président Mahmoud Abbas, et s'est dit *"impressionné par sa détermination tranquille"*, alors que la *"tension était déjà palpable"* à l'extérieur. Hans-Gert Pöttering a demandé aux députés de *"condamner fermement les attaques du Hamas et de soutenir la décision de Mahmoud Abbas de proclamer l'état d'urgence"*. Il a assuré le nouveau gouvernement de crise du soutien du PE, et s'est réjoui de la décision du Conseil des ministres des Affaires étrangères de rétablir l'aide directe de l'UE à la Palestine. Concernant la résolution du Parlement il a justifié son renvoi à la session de juillet du fait *"de l'instabilité et de l'évolution constante"* de la situation, tout en réfutant toute accusation de passivité et en appelant l'UE à être *"le fer de lance d'une nouvelle relation avec les Palestiniens"*. Le Président du PE a souhaité que les députés soutiennent la reprise de l'aide financière et le maintien des missions PESC, et *"encouragent les Palestiniens au dialogue"* afin de parvenir *"à un Etat palestinien sur l'ensemble du territoire palestinien"*. Il a ensuite demandé à Israël *"d'assumer son importante responsabilité"*, et de *"soutenir clairement"* le Président de l'Autorité palestinienne. Il s'est à ce sujet réjoui de la volonté affichée d'Israël de reverser les 800 millions de dollars de recettes douanières au gouvernement palestinien. *"Une politique de réconciliation et de compréhension mutuelle doit être soutenue"* a-t-il conclu.

Groupes politiques

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (ES) pour le groupe PPE-DE s'est félicité de la tenue de ce débat. Il a rappelé que la situation est toujours bloquée, 40 ans après la guerre des Six jours. Depuis le dernier débat du Parlement en présence du Haut représentant Javier Solana, et de la commissaire Benita Ferrero Waldner, *"les Palestiniens n'ont toujours pas d'Etat mais deux gouvernements"*. L'Union européenne doit tout d'abord appuyer Mahmoud Abbas et le nouveau gouvernement de Salem Fayyad *"qui a vocation à être également celui de la bande de Gaza"*. Le député s'est réjoui de la décision de l'Union européenne de reprendre l'aide directe à l'Autorité palestinienne en espérant que la réunion Washington d'aujourd'hui ira dans le même sens en débloquent le transfert des droits douane détenus par le gouvernement israélien. *"Il s'agit là de conditions nécessaires mais qui ne sont pas suffisantes pour autant"*. La renonciation à la violence et la reconnaissance de l'Etat d'Israël sont des préalables indispensables ainsi que la libération du journaliste britannique enlevé à Gaza. *"Il est grand temps de déposer les armes et l'Union européenne avec les Nations unies, le Quartet et la Ligue arabe doit œuvrer à la mise en place d'un Etat palestinien viable et unitaire en paix avec ses voisins, sans oublier pour autant l'aide humanitaire à fournir d'urgence"*.

Au nom du groupe PSE, Martin Schulz (DE) a dressé un parallèle entre les événements des derniers jours qui selon lui *"le pire"*, et la politique de l'UE *"qui a touché le fond"*. Revenant sur la décision des Ministres des Affaires étrangères de reprendre l'aide directe, il a demandé : *"pourquoi maintenant, alors que l'Etat palestinien s'est écroulé ?"*. Pour lui, le maintien de l'aide aurait pu éviter cet effondrement. S'interrogeant sur *"la stratégie qui consiste à ne pas dialoguer avec le Hamas"*, il a estimé qu'*"une autre stratégie n'aurait peut-être pas évité la crise, mais que la question doit se poser"*. Le Président du groupe socialiste a ensuite remis en cause la pertinence de *"boycotter totalement"* un gouvernement élu légalement par un peuple *"parce que ce gouvernement ne nous plaît pas"*. Il a rappelé que seul le dialogue pouvait renforcer les modérés et affaiblir les radicaux, et il évoqué l'exemple de Yasser Arafat *"qui fut terroriste n°1 et qui est devenu Prix Nobel de la Paix"*. Exprimant la position de son groupe, il a appelé à ce que *"toutes les forces soient réunies autour d'une table"*, y compris ceux qui sont proches de la Syrie. Concernant les réponses à apporter à la crise, il a identifié

la mise en place d'une structure étatique et de sécurité, rappelant que c'est seulement en améliorant la situation des Palestiniens que pourra s'instaurer *"le climat de sécurité dont Israël a besoin pour pouvoir vivre en paix"*. Il a enfin rappelé l'importance cruciale de l'aide humanitaire, estimant que *"l'envoi de soldats n'est pas une solution"*.

Graham Watson (UK), président du groupe ADLE, a soutenu la position de Martin Schulz, estimant que *"si rien ne saurait justifier l'action du Hamas, on n'en serait peut-être pas là si l'UE n'avait pas refusé le dialogue et suspendu les paiements"*. Rappelant que la suspension de l'aide n'a fait que rendre les Palestiniens *"plus désespérés encore"*, il a regretté que *"la perspective de deux Etats vivant en paix s'éloigne"*. Selon lui, *"condamner ou sanctionner, c'est la solution de la lâcheté"*. Il s'est ensuite réjoui de la volonté de dialogue du nouveau gouvernement, et du *"déblocage de 800 millions de dollars de droits de douane"* par Israël. *"Mais allons-nous soutenir la Cisjordanie et pas Gaza ?"* s'est-il interrogé, ce qui reviendrait à *"pousser au désespoir les millions de Palestiniens"* vivant dans les zones contrôlées par le Hamas : *"le contrôle de Gaza par le Hamas est un cauchemar devenu une réalité"*. Il a appelé l'UE à s'engager résolument dans la région, rappelant qu'il ne faut pas laisser l'Iran y prendre pied, avant de conclure : *"la seule solution est de trouver une issue politique et de remettre la dignité au centre du débat"*.

Selon Brian Crowley (IE), coprésident du groupe UEN, Israël et la Palestine ont tous deux failli à leurs engagements alors qu'une solution de deux Etats dans la région doit être basée sur la viabilité et l'égalité. *"Qualifier ce qui s'est produit à Gaza avec le Hamas d'accident serait une mauvaise interprétation de nos propres incapacités à traiter de la situation"*, a-t-il estimé. Et de conclure : *"nous avons maintenant une nouvelle occasion de faire preuve de courage face à la mort et au désastre"*.

Au nom de son groupe, Daniel Cohn-Bendit (Verts, ALE) a exprimé son accord avec l'analyse faite jusqu'ici. Les Palestiniens mais aussi les Israéliens paient cher le prix d'erreurs commises jusqu'à présent. Il a précisé qu'il souhaitait se concentrer sur ce qu'il était possible de faire *"pour que la région dispose d'un avenir"*. *"L'Union européenne doit se réveiller et agir puisqu'elle est la seule à pouvoir jouer le rôle de médiateur"*. Il a estimé qu'il *"est également essentiel de s'attaquer à la situation humanitaire"*. Selon lui, l'Union européenne doit organiser une grande conférence dans la région. *"C'est la seule possibilité de rétablir l'espoir et l'espoir est la condition du dialogue politique"*, a-t-il précisé. Mais il a souligné l'importance de l'aide humanitaire : *"l'aide humanitaire à Gaza ne doit pas provenir seulement de l'Iran"*. Enfin, le co-président du groupe des Verts a rappelé qu' *"Israël doit comprendre qu'on ne fonde pas une politique d'occupation sur un mur"*.

Francis Wurtz, au nom du groupe GUE/NGL, a estimé que *"face à la tragédie qui se déroule dans les territoires palestiniens, les appels à faire cesser les violences sont complètement inopérants"*. Cette violence est le fruit de *"40 ans d'occupation militaire"* et de *"l'impunité accordée par toute la communauté internationale aux dirigeants israéliens quels qu'ils soient et quoi qu'ils fassent, au mépris absolu du droit international"*. Il rappelle que l'Europe était le premier donateur, *"mais que valent les aides si on laisse proliférer le poison de l'humiliation permanente que la situation à Gaza?"*, a-t-il ajouté. Il considère que de nombreuses opportunités historiques comme le plan de paix de la Ligue arabe depuis 2002, le succès du premier processus démocratique en Palestine en 2006, ou, plus récemment, la constitution d'un gouvernement d'union nationale de la dernière chance, ont été gâchées. Et de conclure : *"si nous ne voulons pas nous rendre complices d'un nouvel Irak, nous devons exiger de toute urgence de profondes révisions stratégiques dans le strict respect du droit international tel qu'il aurait dû s'imposer à tous depuis 40 ans"*.

Bastiaan Belder (NL) qui s'exprimait au nom du groupe IND/DEM a souligné que *"le gouvernement palestinien, soi-disant unitaire, s'est écroulé dans le sang"* et que *"nous nous trouvons deux gouvernements qui se rejettent mutuellement"*. L'UE a fait un choix clair en faveur du gouvernement mis en place par Mahmoud Abbas mais le problème persistant vient du fait que *"le Hamas n'accepte pas, pour des raisons religieuses, la solution de deux Etats israélien et palestinien"* en lien avec *"l'Iran et la Syrie qui mènent une politique de déstabilisation permanente dans la région"*. Selon le député, la solution de deux gouvernements palestiniens n'est pas crédible. Aussi s'est-il étonné des propos de certains collègues prônant des contacts avec le Hamas alors que *"la seule solution est de soutenir le nouveau gouvernement de Salem Fayyad"*.

Au nom de son groupe, Andreas Mølzer (AT, ITS) a déclaré que *"Gaza est une prison, un casernement où le peuple palestinien vit dans une situation désastreuse"*. Il a estimé que *"la prise de contrôle par le Hamas est le résultat de nombreuses erreurs"*. Il a ainsi fustigé Israël qui refuse de verser les droits de douane, les États-Unis qui n'arrivent pas à réunir toutes les parties autour d'une table, et enfin l'UE qui n'a pas soutenu le gouvernement palestinien au motif de la présence du Hamas, *"ce qui n'a pas aidé les modérés du Hamas"*. *"Si nous sommes pour l'autodétermination des Palestiniens, nous n'avons pas à choisir leur gouvernement"* a-t-il conclu.